

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nicole Bouffard, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature _____ Date 19 avril 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Labelle,

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Labelle (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Labelle au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de la dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Labelle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations qui sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault CPA inc.
Amos, le 2 mars 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	5 114 256	5 231 472	4 981 927
Compensations tenant lieu de taxes	2	152 780	157 801	144 972
Quotes-parts	3			
Transferts	4	321 512	550 792	664 533
Services rendus	5	209 448	201 190	221 083
Imposition de droits	6	251 895	460 032	333 192
Amendes et pénalités	7	36 000	55 892	41 473
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	40 000	34 412	40 460
Autres revenus	10	75 000	39 548	72 223
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 200 891	6 731 139	6 499 863
Charges				
Administration générale	14	947 039	978 621	870 848
Sécurité publique	15	716 779	824 757	675 627
Transport	16	1 550 357	2 023 747	2 076 583
Hygiène du milieu	17	862 908	1 334 018	1 181 721
Santé et bien-être	18	250 546	248 064	247 997
Aménagement, urbanisme et développement	19	294 694	453 492	346 121
Loisirs et culture	20	959 340	1 048 869	1 003 261
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	101 788	10 430	50 076
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 683 451	6 921 998	6 452 234
Excédent (déficit) de l'exercice	25	517 440	(190 859)	47 629
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		13 717 697	13 670 068
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		13 717 697	13 670 068
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		13 526 838	13 717 697

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 600 335	2 407 568
Débiteurs (note 5)	2	1 959 346	1 888 634
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	210 277	148 768
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 769 958	4 444 970
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	950 183	415 682
Revenus reportés (note 12)	12	456 807	334 793
Dette à long terme (note 13)	13	3 130 737	3 632 397
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		22 934
	16	4 537 727	4 405 806
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	232 231	39 164
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	13 217 578	13 590 018
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	40 714	39 530
Stocks de fournitures	20	25 233	36 703
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	11 082	12 282
	23	13 294 607	13 678 533
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	13 526 838	13 717 697

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	517 440	(190 859)	47 629
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	( 772 105)	(230 539)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 144 545	1 102 540
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		372 440	872 001
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(1 184)	(4 451)
Variation des stocks de fournitures	10		11 470	(11 852)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		1 200	74 639
	13		11 486	58 336
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			55 274
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	517 440	193 067	1 033 240
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		39 164	(994 076)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		39 164	(994 076)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		232 231	39 164

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(190 859)	47 629
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 144 545	1 102 540
Autres			
▪	3		55 274
▪	4		
	5	953 686	1 205 443
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(70 712)	(122 520)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	511 567	(657 095)
Revenus reportés	9	122 014	72 810
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(61 509)	(46 051)
Propriétés destinées à la revente	11	(1 184)	(4 451)
Stocks de fournitures	12	11 470	(11 852)
Autres actifs non financiers	13	1 200	74 639
	14	1 466 532	510 923
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(772 105)	(230 539)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(772 105)	(230 539)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25		444 726
Remboursement de la dette à long terme	26	(507 424)	(540 357)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	5 764	6 493
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(501 660)	(89 138)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	192 767	191 246
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	2 407 568	2 216 322
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	2 407 568	2 216 322
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	2 600 335	2 407 568

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité participe à un partenariat avec la Municipalité de La Minerve.

a) Périmètre comptable

s.o.

b) Partenariats

Ce partenariat, dont la Municipalité de La Minerve est mandataire, a pour objet l'opération et l'administration d'un service de collecte des matières résiduelles. Lors de la fin du partenariat, le partage des actifs et passifs se fera à parts égales entre les deux municipalités participantes.

Les états financiers incluent la quote-part de ce partenariat revenant à la Municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité des transactions aux livres de la Municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers.

Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les durées de vie utiles des actifs à long terme, les provisions à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent des deux grandes catégories suivantes :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;

Les débiteurs;

Les prêts;

Les placements de portefeuille;

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent;

Les participations dans des entreprises municipales et partenariats commerciaux;

Les actifs au titre des avantages sociaux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésoreries, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les marges de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements au titre d'investissements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.

Elles sont classées par grandes catégories :

Les immobilisations;

Les propriétés destinées à la revente;

Les stocks de fournitures;

Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement : 10 et 20 ans

Les oeuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations dans les états financiers, mais sont passées en charge au cours de l'exercice.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks de fourniture

Les stocks de fourniture sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

s.o.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les insuffisances de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie;

Les emprunts bancaires;

Les créanciers et charges à payer;

Les revenus reportés;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Les dettes à long terme;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constations des revenus

Les taxes se rapportant à l'exercice visé sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus de services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traités par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les revenus de placement portefeuille sont comptabilisés

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

La Municipalité n'applique pas de façon anticipée la norme du chapitre SP 3450 sur les instruments financiers.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

s.o.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 600 335	2 407 568
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	2 600 335	2 407 568
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	327 800	349 264
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	651 504	806 237
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	648 269	548 166
Organismes municipaux	15	18 947	23 519
Autres			
▪ Divers	16	312 826	161 448
▪	17		
	18	1 959 346	1 888 634
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	544 953	643 015
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	544 953	643 015
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	40 934	39 325

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	210 277	148 768
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	210 277	148 768
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	94 797	80 918
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	7 066	7 363
	43	101 863	88 281

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'un crédit autorisé de 1 000 000 \$, taux préférentiel, sans garantie, renouvelable annuellement et ce aux fins de ces activités courantes.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	257 956	196 436
Salaires et avantages sociaux	48	215 773	197 310
Dépôts et retenues de garantie	49	317 327	
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts sur dettes	51	18 717	21 936
▪ Divers coruus	52	140 410	
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	950 183	415 682

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	30 185	30 697
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	229 397	155 556
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	162 374	118 007
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Transferts	69	34 851	30 533
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	456 807	334 793

Note**13. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,19	4,40	2022	2026	77	3 043 060	3 500 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82	5 931	11 741
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83	89 181	133 255
Autres					84		
					85	3 138 172	3 645 596
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(7 435)	(13 199)
					87	3 130 737	3 632 397

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88	469 140	40 483	5 931	515 554
2023	89	483 240	16 505		499 745
2024	90	298 240	17 241		315 481
2025	91	209 140	14 952		224 092
2026	92	211 000			211 000
2027 et plus	93	1 372 300			1 372 300
	94	3 043 060	89 181	5 931	3 138 172
Intérêts et frais accessoires	95		()	()	
	96	3 043 060	89 181	5 931	3 138 172

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	22 934
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	22 934

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	5 649 227			5 649 227
Eaux usées	105	6 931 287	5 596		6 936 883
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	5 683 845	194 107		5 877 952
Autres					
▪ divers	107	1 343 959	58 377		1 402 336
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	4 317 364	22 210		4 339 574
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	3 680 301	315 030		3 995 331
Ameublement et équipement de bureau	113	686 300	36 783		723 083
Machinerie, outillage et équipement divers	114	1 167 246	116 785		1 284 031
Terrains	115	477 342	23 217		500 559
Autres	116				
	117	29 936 871	772 105		30 708 976
Immobilisations en cours	118				
	119	29 936 871	772 105		30 708 976
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	2 847 014	145 858		2 992 872
Eaux usées	121	4 672 962	179 501		4 852 463
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	3 700 234	288 643		3 988 877
Autres					
▪ divers	123	668 545	50 709		719 254
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	1 432 931	114 545		1 547 476
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	1 769 636	238 703		2 008 339
Ameublement et équipement de bureau	129	610 850	25 410		636 260
Machinerie, outillage et équipement divers	130	644 681	101 176		745 857
Autres	131				
	132	16 346 853	1 144 545		17 491 398
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	13 590 018			13 217 578
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	40 714	39 530
	140	40 714	39 530
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	40 714	39 530

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ FPA	154	11 082	12 282
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	11 082	12 282

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 838 829 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

exercices sont les suivants :

2020	-	386 576 \$
2021	-	222 832 \$
2022	-	229 421 \$

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

Au cours de l'exercice 2017, la Municipalité a cautionné un prêt de 12 809,34 \$ pour l'acquisition d'un véhicule récréatif Defender 2018 par le Club de ski de fonds de Labelle pour une période de 4 ans, soit jusqu'en novembre 2021.

B) Auto-assurance

La Municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme, conjointement avec un programme de supplément au chômage, pour tous ses employés permanents.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	5 114 256	5 231 472		4 981 927
Compensations tenant lieu de taxes	2	152 780	157 801		144 972
Quotes-parts	3				
Transferts	4	321 512	477 177		635 767
Services rendus	5	209 448	201 190		221 083
Imposition de droits	6	251 895	460 032		333 192
Amendes et pénalités	7	36 000	55 892		41 473
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	40 000	34 412		40 460
Autres revenus	10	75 000	39 548		44 365
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	6 200 891	6 657 524		6 443 239
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15		73 615		28 766
Imposition de droits	16				
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17				27 858
Autres	18				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21		73 615		56 624
	22	6 200 891	6 731 139		6 499 863
Charges					
Administration générale	23	947 039	937 797	40 824	870 848
Sécurité publique	24	716 779	759 005	65 752	675 627
Transport	25	1 550 357	1 511 554	512 193	2 076 583
Hygiène du milieu	26	862 908	962 178	371 840	1 181 721
Santé et bien-être	27	250 546	248 064		247 997
Aménagement, urbanisme et développement	28	294 694	445 894	7 598	346 121
Loisirs et culture	29	959 340	902 531	146 338	1 003 261
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31	101 788	10 430		50 076
Effet net des opérations de restructuration	32				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 144 545	(1 144 545)	
	34	5 683 451	6 921 998		6 452 234
Excédent (déficit) de l'exercice	35	517 440	(190 859)		47 629

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	517 440	(190 859)	47 629
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 73 615)	(56 624)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	517 440	(264 474)	(8 995)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 144 545	1 102 540
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 144 545	1 102 540
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	420 787)	(409 363)	(445 069)
	18	(420 787)	(409 363)	(445 069)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 1 183)	(33 383)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	66 000	335 546	174 691
Excédent de fonctionnement affecté	21		190 884	187 500
Réserves financières et fonds réservés	22	(162 653)	(161 123)	(121 130)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(96 653)	364 124	207 678
	26	(517 440)	1 099 306	865 149
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		834 832	856 154

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	73 615	56 624
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	28 671)	(38 534)
Sécurité publique	3 (	81 138)	(5 587)
Transport	4 (	500 091)	(21 259)
Hygiène du milieu	5 (	83 303)	(24 144)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 450)	()
Loisirs et culture	8 (	75 452)	(141 015)
Réseau d'électricité	9 ()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()	()
	11 (	772 105)	(230 539)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	1 183)	(4 450)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		500 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	1 183	33 383
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	346 474	96 155
Excédent de fonctionnement affecté	17	44 866	38 223
Réserves financières et fonds réservés	18	307 150	10 604
	19	699 673	178 365
	20	(73 615)	443 376
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21		500 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 953 963	1 858 554	1 716 104
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	462 394	448 779	406 948
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 479 695	2 685 541	2 523 737
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	75 968	69 055	73 297
D'autres organismes municipaux				
Du gouvernement du Québec	10			
et ses entreprises	11	20 056	20 056	22 830
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	5 764	(78 681)	(46 051)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	551 658	521 503	470 593
Transferts				
Autres	15			
Autres organismes	16			4 355
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	133 953	237 907	171 667
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 144 545	1 102 540
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Créances irrécouvrables	21		1 609	3 411
▪ Réclamations dommages	22		900	2 678
▪ Subvention	23		12 230	125
	24	5 683 451	6 921 998	6 452 234

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 141 319	1 434 462
Excédent de fonctionnement affecté	1 314 681	1 104 475
Réserves financières et fonds réservés	405 765	551 793
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(158 160)	(175 100)
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	10 823 233	10 802 067
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	13 526 838	13 717 697
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	1 141 319	1 434 462
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
	1 141 319	1 434 462
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Égoûts	303 292	338 244
▪ Aqueduc	199 146	176 385
▪ Refonte urbanisme	63 000	63 000
▪ Projets futurs	749 243	460 846
▪ Budget suivant		66 000
▪		
▪		
▪		
▪		
	1 314 681	1 104 475
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪		
▪		
▪		
	1 314 681	1 104 475

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Flotte de véhicules	27 347 183	448 510
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	347 183 448 510
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 53 996	98 697
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 4 586	4 586
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	58 582 103 283
	48	405 765 551 793

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
<hr/>		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres		
▪	59 ()(
▪	60 ()(
<hr/>		
61 () ()		
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
<hr/>		
68 () ()		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪ Dettes activités financières	73 (158 160)	(175 100)
▪	74 ()(
<hr/>		
75 (158 160) (175 100)		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
<hr/>		
81		
<hr/>		
82 (158 160) (175 100)		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83	
Investissements à financer	84 () ()	() ()
	85	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	13 217 578
Propriétés destinées à la revente	87	40 714
Prêts	88	39 530
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91	13 258 292
Ajustements aux éléments d'actif	92	13 629 548
	93	13 258 292
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (	3 130 737)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	7 435)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	544 953
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	158 160
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (	2 435 059)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 () (
	101 (	2 435 059)(
	102	10 823 233
		10 802 067

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi aux régimes de la Municipalité

Aucun nouvel effet de l'application de la loi n'a affecté la Municipalité de Labelle au cours de l'exercice 2018.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	148 768
Charge de l'exercice	4 (	94 797)(
Cotisations versées par l'employeur	5	156 306
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	210 277
		148 768

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 4 271 708	3 904 734
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (3 933 537)	(3 620 218)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 338 171	284 516
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (127 894)	(135 748)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 210 277	148 768
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 210 277	148 768
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 4 271 708	3 904 734
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (3 933 537)	(3 620 218)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ((338 171))	((284 516))
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 242 944	199 752
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 242 944	199 752
Cotisations salariales des employés	20 (128 272)	(105 595)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 114 672	94 157
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23 (4 913)	(2 269)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
▪	28	
▪	29	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 109 759	91 888
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 180 641	162 483
Rendement espéré des actifs	32 (195 603)	(173 453)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (14 962)	(10 970)
Charge de l'exercice	34 94 797	80 918

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	7	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	2 097	2 185
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	7 066	7 363
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	7 066	7 363
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 489 900	3 594 213	3 414 571
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	54 380	55 047	60 945
Activités de fonctionnement	3	369 422	374 730	368 034
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	17 805	19 188	17 691
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 931 507	4 043 178	3 861 241
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	213 158	212 618	205 442
Égout	13	166 092	164 583	164 233
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	422 720	426 963	385 609
Autres				
▪ Environnement	16	75 343	75 495	58 404
▪ Contrôle des insectes piqueurs	17	239 287	240 201	239 747
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	14 000	16 203	15 219
Service de la dette	20	52 149	52 231	52 032
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	1 182 749	1 188 294	1 120 686
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	1 182 749	1 188 294	1 120 686
	29	5 114 256	5 231 472	4 981 927

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	7 734	6 956	7 238
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31	539	667	518
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33	101 873	101 896	88 041
	34	110 146	109 519	95 797
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	23 391	25 853	27 492
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	8 697	10 009	10 646
	38	32 088	35 862	38 138
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	142 234	145 381	133 935
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	1 411	1 907	1 467
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	960	998	961
Taxes d'affaires	46			
	47	2 371	2 905	2 428
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48	8 175	9 515	8 609
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50	8 175	9 515	8 609
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	152 780	157 801	144 972

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57		1 773	4 314
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	127 590	167 779	172 237
Enlèvement de la neige	61	127 590	138 112	127 591
Autres	62	5 773	4 792	6 219
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	10 268	11 755	12 888
Réseau de distribution de l'eau potable	71			
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	18 000	26 797	26 235
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80		13 988	
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84		12 433	207 985
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	13 187	22 084	16 569
Activités culturelles				
Bibliothèques	90			
Autres	91			
Réseau d'électricité				
	92			
	93	302 408	399 513	574 038

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94	9 642	
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		3 071
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109	5 596	17 100
Réseau de distribution de l'eau potable	110		
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128	58 377	8 595
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
Réseau d'électricité			
	131		
	132	73 615	28 766

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137		58 560	41 372
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	19 104	19 104	
Dotations spéciales de fonctionnement	141			20 357
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144	19 104	77 664	61 729
TOTAL DES TRANSFERTS	145	321 512	550 792	664 533

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150	26 000		5 748
Sécurité incendie	151	3 000	3 000	3 000
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	29 000	3 000	8 748
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155	3 324	3 085	3 815
Enlèvement de la neige	156	3 324	3 085	3 324
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160	6 648	6 170	7 139
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	35 648	9 170	15 887

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	16 200	18 114	28 313
	191	16 200	18 114	28 313
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193	10 500	29 507	11 875
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	10 500	29 507	11 875
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199	97 000	82 361	108 260
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	97 000	82 361	108 260
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207	400	7 933	14 165
Réseaux d'égout	208			
Réseaux d'égout	209	200	6 209	14 405
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	3 650	9 255	5 417
Matières recyclables	211	2 500	7 017	3 281
Autres	212	400	820	646
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215			
	216	7 150	31 234	37 914

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	2 400	2 434	1 826
	225	2 400	2 434	1 826
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	31 900	28 370	17 008
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	8 650		
Autres	228			
	229	40 550	28 370	17 008
Réseau d'électricité				
	230			
	231	173 800	192 020	205 196
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	209 448	201 190	221 083

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	19 940	31 132	26 373
Droits de mutation immobilière	234	222 352	380 035	292 980
Droits sur les carrières et sablières	235	9 603	48 865	13 839
Autres	236			
	237	251 895	460 032	333 192
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	36 000	55 892	41 473
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	40 000	34 412	40 460
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			27 858
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	65 000	22 588	34 644
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	10 000	16 960	9 721
	251	75 000	39 548	72 223
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	148 527	141 897	370	142 267	127 700
Greffe et application de la loi	2	212 622	178 742	211	178 953	101 603
Gestion financière et administrative	3	522 553	556 840	40 243	597 083	582 245
Évaluation	4	56 637	56 836		56 836	53 723
Gestion du personnel	5	5 400	2 582		2 582	2 899
Autres						
▪ Réclamations dommages	6	1 300	900		900	2 678
▪	7					
	8	947 039	937 797	40 824	978 621	870 848
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	383 178	385 381		385 381	377 159
Sécurité incendie	10	266 479	317 420	63 515	380 935	277 845
Sécurité civile	11	49 777	47 613	2 237	49 850	7 786
Autres	12	17 345	8 591		8 591	12 837
	13	716 779	759 005	65 752	824 757	675 627
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	922 611	879 855	457 427	1 337 282	1 390 122
Enlèvement de la neige	15	575 994	553 906	36 759	590 665	615 375
Éclairage des rues	16	24 874	30 673	7 587	38 260	34 331
Circulation et stationnement	17	7 800	27 816	10 420	38 236	19 405
Transport collectif						
Transport en commun	18	19 078	19 304		19 304	17 350
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 550 357	1 511 554	512 193	2 023 747	2 076 583

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	104 967	106 450	4 417	110 867	101 515
Réseau de distribution de l'eau potable	24	57 883	41 775	145 644	187 419	177 586
Traitement des eaux usées	25	74 854	57 499	162 774	220 273	246 523
Réseaux d'égout	26	51 159	101 081	18 934	120 015	82 203
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	77 023	91 895	40 071	131 966	125 630
Élimination	28	223 659	211 487		211 487	205 371
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	123 418	111 585		111 585	86 262
Tri et conditionnement	30		22 851		22 851	
Matières organiques						
Collecte et transport	31	59 816	102 425		102 425	86 147
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	90 129	115 130		115 130	68 277
Autres	39					2 207
	40	862 908	962 178	371 840	1 334 018	1 181 721
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	18 000	15 518		15 518	18 888
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	232 546	232 546		232 546	229 109
	44	250 546	248 064		248 064	247 997

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	225 722	293 752	7 598	301 350	255 469
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	17 747	58 749		58 749	41 253
Tourisme	49	49 005	93 157		93 157	47 730
Autres	50	2 220	236		236	1 669
Autres	51					
	52	294 694	445 894	7 598	453 492	346 121
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	26 063	31 924	55 370	87 294	83 750
Patinoires intérieures et extérieures	54	32 964	17 117	15 438	32 555	38 495
Piscines, plages et ports de plaisance	55	93 621	88 819	4 593	93 412	91 552
Parcs et terrains de jeux	56	301 778	301 448	48 446	349 894	289 369
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	313 873	253 388	9 921	263 309	301 328
	60	768 299	692 696	133 768	826 464	804 494
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	187 291	206 071	12 570	218 641	195 050
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	3 750	3 764		3 764	3 717
	66	191 041	209 835	12 570	222 405	198 767
	67	959 340	902 531	146 338	1 048 869	1 003 261

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	96 024	89 111		89 111	96 127
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	5 764	(78 681)		(78 681)	(46 051)
Autres	72					
	73	101 788	10 430		10 430	50 076
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		1 144 545 (	1 144 545)		

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 779 788
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	50 660
Activités de fonctionnement	3	376 982
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	17 917
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	(22 500)
	11	4 202 847

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	216 824
Égout	13	176 495
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	502 417
Autres		
▪ Environnement	16	83 521
▪ Licence de chien	17	2 730
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	14 000
Service de la dette	20	51 108
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	1 047 095
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	1 047 095
	29	5 249 942

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	8 093
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	539
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	101 776
	5	110 408

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	23 326
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	8 177
	9	31 503

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 974
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	909
Taxes d'affaires	12	
	13	2 883
	14	144 794

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	9 493
	21	9 493

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	154 287

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	389 297 298 x	0,7417 /100 \$	2 887 418				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	7 043 874 x	0,7417 /100 \$	52 244				
Immeubles non résidentiels	4	52 677 478 x	1,4783 /100 \$	778 731				
Immeubles industriels	5	907 750 x	1,4783 /100 \$	13 419				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	987 700 x	0,7417 /100 \$	7 326				
Immeubles forestiers	8	3 654 600 x	0,7417 /100 \$	27 106				
Immeubles agricoles	9	1 826 062 x	0,7417 /100 \$	13 544				
Total	10			3 779 788	()	()		3 779 788
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	456 394 762 x	0,0111 /100 \$	50 660				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20			50 660	()	()		50 660

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	456 394 762 x	0,0826 /100 \$	376 982				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Immeubles industriels	25		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 \$					
Autres	27		x /100 \$					
Immeubles forestiers	28		x /100 \$					
Immeubles agricoles	29		x /100 \$					
Total	30			376 982	()	()		376 982
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 \$					
Immeubles industriels	35		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 \$					
Autres	37		x /100 \$					
Immeubles forestiers	38		x /100 \$					
Immeubles agricoles	39		x /100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x %		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	_____	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	_____	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
-------------	------	------	----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	778 731	13 419		7 326	52 244	13 544
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	778 731	13 419		7 326	52 244	13 544

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	27 106	3 315 060			4 207 430
De secteur	2		17 917			17 917
Autres	3		(22 500)			(22 500)
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		51 108			51 108
Autres	5		981 987			981 987
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	27 106	4 343 572			5 235 942

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21 _____		\$
2022	22 _____		\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23 _____		\$
2022	24 _____		\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33 _____	10 134	\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	_____ 2021-12-20
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	_____ 5 805 104 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	_____ 439 317 \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	_____ 80 374 \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	_____ 169 702 \$

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		798
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	5 596	17 100
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	194 107	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	58 377	
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	22 210	64 666
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	315 030	
Ameublement et équipement de bureau	18	36 783	10 290
Machinerie, outillage et équipement divers	19	116 785	137 685
Terrains	20	23 217	
Autres	21		
	22	772 105	230 539

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		798
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	5 596	17 100
Autres infrastructures	27	252 484	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	514 025	212 641
	34	772 105	230 539

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	4 585			4 585
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	544 359		56 172	488 187
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 453 637		353 190	2 100 447
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 002 581		409 362	2 593 219
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	643 015		98 062	544 953
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	643 015		98 062	544 953
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	643 015		98 062	544 953
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	643 015		98 062	544 953
	18	3 645 596		507 424	3 138 172
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	3 645 596		507 424	3 138 172

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 138 172
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 585
Débiteurs	9	544 953
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 588 634
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	2 588 634
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	474 151
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	3 062 785
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	3 062 785
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	60 671	56 836	53 723
Autres	3	98 031	100 832	95 792
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 516	3 208	3 174
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	19 183	19 304	17 350
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	335 930	306 706	269 096
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	18 543	19 536	16 411
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	11 686	11 318	11 330
Activités culturelles	23	4 098	3 763	3 717
Réseau d'électricité				
	24			
	25	551 658	521 503	470 593

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	772 105	230 539
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	772 105	230 539

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	40,00	9 756,00	338 564	87 853	426 417
Professionnels	2						
Cols blancs	3	8,00	35,00	13 887,00	481 923	127 648	609 571
Cols bleus	4	14,00	40,00	21 527,00	747 055	191 258	938 313
Policiers	5						
Pompiers	6	2,00	40,00	4 484,00	173 252	22 619	195 871
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	29,00		49 654,00	1 740 794	429 378	2 170 172
Élus	9	7,00			117 760	19 401	137 161
	10	36,00			1 858 554	448 779	2 307 333

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		1 679	3 917		5 596
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	477 177	68 019			545 196
	17	477 177	69 698	3 917		550 792

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(78 452)	(13 497)
	4	(78 452)	(13 497)
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	4 654	15 628
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	4 654	15 628
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	32 118	
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	32 118	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	11 521	14 412
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 589	1 913
Matières recyclables	21	1 588	1 913
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	14 698	18 238
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	2 133	4 132
Autres	34		
	35	2 133	4 132
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	35 279	25 575
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	35 279	25 575
Réseau d'électricité			
	40		
	41	10 430	50 076

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Nicolas Bottreau	Conseiller	906	453		
Noémie Biardeau	Conseiller	906	453		
Annick Labiolette	Conseiller	906	453		
Vncent Normandeau	Conseiller	906	453		
Isabelle Laramée	Conseiller	906	453		
Julie Marchildon	Conseiller	906	453		
Vicki Émard	Maire	2 718	1 359		
Patrice Charette	Conseiller	10 799	3 171		
Rober Bergeron	Maire	25 750	9 512		
Michel Lefebvre	Conseiller	10 799	3 171		
Gaétan Marier	Conseiller	8 073	3 171		
Louise Gaudreau	Conseiller	7 474	3 171		
Yvan Guindon	Conseiller	7 474	3 171		
Réjean Nantel	Conseiller	7 358	3 171		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18 19

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

20 44 366 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21 22

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

23 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24 25

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27 28

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

30 31

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

32 33

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

36 315 327 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 41

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

42 22 500 \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ 276 223 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ 553 906 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ 17 385 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ 69 534 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ 6 642 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ 62 006 \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ 155 567 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ 203 677 \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ 913 150 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

Travaux de réfection chemin

Achat radars pédagogiques (vitesse)

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

n/a

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

n/a

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____ 032.02.2022

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____ 2022-02-21

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 121.04.2021
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2021-04-19
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 220
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 37
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | |
|--|----------------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 <u>(6 917) \$</u> |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 <u>175 486 \$</u> |
| Ministère des Transports | 80 _____ \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 _____ \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 _____ \$ |
| | 83 <u>168 569 \$</u> |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Municipalité de Labelle | 78120 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Municipalité de Labelle

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Labelle, (ci-après la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l' «état »).

À mon avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit de l'état » du présent rapport. Je suis indépendant de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit de l'état au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault CPA inc.
Amos, le 2 mars 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 231 472
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	22 500
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	22 500
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	371 931
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	16 203
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	4 865 838

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	453 343 262
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	456 405 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	454 874 381

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,0697 / 100 \$
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Claire Coulombe, atteste que le rapport financier de Municipalité de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 15 mars 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité de Labelle.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité de Labelle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité de Labelle détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-19 12:32:45

Date de transmission au Ministère : 2022-04-19

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 200 891	6 657 524	6 443 239
Investissement	2		73 615	56 624
	3	6 200 891	6 731 139	6 499 863
Charges	4	5 683 451	6 921 998	6 452 234
Excédent (déficit) de l'exercice	5	517 440	(190 859)	47 629
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 73 615)	(56 624)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	517 440	(264 474)	(8 995)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 144 545	1 102 540
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	420 787)	(409 363)	(445 069)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 1 183)	(33 383)
Excédent (déficit) accumulé	12	(96 653)	365 307	241 061
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(517 440)	1 099 306	865 149
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		834 832	856 154

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 600 335	2 407 568
Débiteurs	2	1 959 346	1 888 634
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	210 277	148 768
	5	4 769 958	4 444 970
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dettes à long terme	7	3 130 737	3 632 397
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	1 406 990	773 409
	10	4 537 727	4 405 806
Actifs financiers nets (dette nette)	11	232 231	39 164
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	13 217 578	13 590 018
Autres	13	77 029	88 515
	14	13 294 607	13 678 533
Excédent (déficit) accumulé	15	13 526 838	13 717 697

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	1 141 319	1 434 462
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Égoûts	17	303 292	338 244
▪ Aqueduc	18	199 146	176 385
▪ Refonte urbanisme	19	63 000	63 000
▪ Projets futurs	20	749 243	460 846
▪ Budget suivant	21		66 000
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	1 314 681	1 104 475
Réserves financières	27	347 183	448 510
Fonds réservés	28	58 582	103 283
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(158 160)	(175 100)
Financement des investissements en cours	30		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	10 823 233	10 802 067
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	13 526 838	13 717 697

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 588 634
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	3 062 785

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 585	4 585
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 100 447	2 453 637
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	488 187	544 359
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	544 953	643 015
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	3 138 172	3 645 596

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	5 114 256	5 231 472	4 981 927
Compensations tenant lieu de taxes	12	152 780	157 801	144 972
Quotes-parts	13			
Transferts	14	321 512	477 177	635 767
Services rendus	15	209 448	201 190	221 083
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	287 895	515 924	374 665
Autres	17	115 000	73 960	84 825
	18	6 200 891	6 657 524	6 443 239
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		73 615	28 766
Autres	22			27 858
	23		73 615	56 624
	24	6 200 891	6 731 139	6 499 863

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021	Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	947 039	937 797	40 824	978 621	870 848
Sécurité publique						
Police	2	383 178	385 381		385 381	377 159
Sécurité incendie	3	266 479	317 420	63 515	380 935	277 845
Autres	4	67 122	56 204	2 237	58 441	20 623
Transport						
Réseau routier	5	1 531 279	1 492 250	512 193	2 004 443	2 059 233
Transport collectif	6	19 078	19 304		19 304	17 350
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	288 863	306 805	331 769	638 574	607 827
Matières résiduelles	9	483 916	540 243	40 071	580 314	503 410
Autres	10	90 129	115 130		115 130	70 484
Santé et bien-être	11	250 546	248 064		248 064	247 997
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	225 722	293 752	7 598	301 350	255 469
Promotion et développement économique	13	68 972	152 142		152 142	90 652
Autres	14					
Loisirs et culture	15	959 340	902 531	146 338	1 048 869	1 003 261
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	101 788	10 430		10 430	50 076
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	5 683 451	5 777 453	1 144 545	6 921 998	6 452 234
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		1 144 545 (	1 144 545)		
	21	5 683 451	6 921 998		6 921 998	6 452 234

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	73 615	56 624
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	772 105)	(230 539)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 183)	(4 450)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		500 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 183	33 383
Excédent accumulé	6	698 490	144 982
	7	(73 615)	443 376
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		500 000

Extrait du rapport financier, page S18